

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

L'euro a franchi la barre des 1,30 dollars...
Euro
fort, euro faible...

A quoi sert donc l'Euro de la Banque centrale européenne ?

- Economie -

Date de mise en ligne : jeudi 24 février 2005

Démocratie & Socialisme

Que l'euro était beau sous le franc... Mais où sont les promesses de « lendemains qui chantent » faites par ceux qui nous vantaient alors les mérites de la future monnaie unique ? Sans doute n'est-il pas inutile, à un moment où l'amnésie semble frapper avec une redoutable constance tant de responsables politiques et tant d'économistes, de rappeler ces promesses, d'en faire le bilan et de se demander à quoi (et à qui...) peut réellement servir l'euro.

Les "promesses" de l'euro

L'euro devait débarrasser les monnaies européennes des mouvements spéculatifs de capitaux qui les frappaient régulièrement.

L'euro devait permettre à l'Europe de devenir une « Europe puissance », faisant contrepoids aux Etats-Unis et au dollar. En effet, l'euro ne pouvait qu'être le premier acte d'une pièce qui aurait vu la construction inéluctable de l'Europe politique : l'instauration d'un gouvernement économique puis d'une Europe fédérale.

La monnaie unique devait permettre aux Etats qui en seraient dotés de retrouver la liberté budgétaire dont les privait les attaques qui frappaient leur monnaie lorsque les spéculateurs estimaient que leurs déficits publics étaient excessifs.

L'euro devait, enfin, permettre à l'Europe de retrouver le chemin d'une croissance harmonieuse et du plein-emploi.

Les mouvements spéculatifs de capitaux

Le franc, la lire ne font plus l'objet d'attaques de mouvements spéculatifs de capitaux. Et pour cause : ces monnaies ont cessé d'exister.

Mais d'où venaient ces mouvements spéculatifs si ce n'est de la fin du système de changes fixes (instauré en 1944 à Bretton woods) après que Nixon ait rompu le lien officiel entre l'or et le dollar ?

En effet, ce système a été remplacé par un système de changes flottants où la valeur de chaque monnaie par rapport à une autre est fixée par le marché, en fonction de l'achat et de la vente de ces devises. C'est ce système qui rendait possibles les mouvements spéculatifs de capitaux contre une monnaie.

La mise en place de l'euro n'a rien changé à ce système. Le problème n'a donc été que reporté à un niveau différent, celui des rapports entre le dollar (et les monnaies des pays d'Asie, notamment le Japon et la Chine, qui « collent » au dollar) et l'euro.

Or, les Etats-Unis connaissent un déficit commercial considérable : 6 % de leur PIB ! Et, aujourd'hui, les marchés spéculent contre le dollar, sachant que le gouvernement américain ne fera rien pour défendre la valeur de sa monnaie. Au contraire, puisque la baisse de la valeur du dollar par rapport à l'euro permet de rendre les produits américains beaucoup plus compétitifs. Et la baisse du dollar ne paraît pas pour demain, malgré une baisse continue du dollar (50 % par rapport à l'euro depuis 2002) le déficit commercial américain ne cesse de croître : 561,3 milliards de dollar pour les onze premiers mois de l'année 2004 contre 452,5 milliards pour les onze premiers mois de 2003.

L' « Europe puissance », le gouvernement économique et l'Europe politique

A quoi sert donc l'Euro de la Banque centrale européenne ?

L'instauration d'un « gouvernement économique » européen était l'une des conditions posées par Lionel Jospin à la signature du traité d'Amsterdam lors de la campagne législative de 1997.

Ce « gouvernement économique » devait contrebalancer les dispositions du traité de Maastricht qui avait doté la Banque Centrale Européenne (instance non élue, soumise à aucun contrôle politique) d'une mission obsessionnelle : maintenir la valeur de la monnaie unique.

Hélas, bien que le traité d'Amsterdam ne recèle pas la moindre trace de « gouvernement économique », Lionel Jospin acceptait, dès juin 1997, de signer ce traité. Le projet de Constitution européenne laisse à la Banque Centrale Européenne le monopole de la politique monétaire. Il ne contient pas non plus la moindre trace d'un « gouvernement économique » qui permettrait d'orienter la politique monétaire européenne dans un sens plus favorable à la croissance et à l'emploi.

Ce projet, s'il était adopté, signerait non seulement la fin de tout espoir d'un « gouvernement politique » mais aussi d'une Europe fédérale et d'une « Europe puissance ». Le vieux rêve libéral d'une économie uniquement dirigée par les marchés (libres et non faussés !) deviendrait enfin réalité.

La liberté budgétaire

Libérés des mouvements spéculatifs de capitaux contre leur monnaie, les pays de l'Euroland devaient, nous disait-on au temps du franc, retrouver la liberté de leur politique budgétaire. Ils n'auraient plus, en effet, à craindre que leurs déficits budgétaires déchaînent ces mouvements spéculatifs.

Mais là encore, le même problème était reporté à un niveau supérieur. Il ne fallait pas que des déficits publics « excessifs » entraînent de mouvements de capitaux contre l'euro. Le traité de Maastricht avait donc fixé parmi les critères d'adhésion à l'euro : des déficits publics inférieurs à 3 % du Pib et une dette publique (qui n'est que le cumul des déficits annuels) inférieure à 10 % du PIB.

La fonction essentielle du traité d'Amsterdam fût de pérenniser ces deux critères sous le nom de « pacte de stabilité et de croissance ». Le terme employé par Lionel Jospin (« pacte d'austérité » pour qualifier ce pacte durant la campagne législative de 1997 était pourtant beaucoup plus approprié.

Les pays de l'Euroland n'ont donc pas retrouvé la liberté de leur politique budgétaire, ils ne peuvent pas relancer leur économie en période de récession ou de croissance atone. Ils sont tenus par les règles d'un pacte pourtant qualifié de « stupide », en 2003, par le Président de la Commission européenne, Romano Prodi.

Les décisions politiques sont remplacées par des mécanismes automatiques. Ce qui entraîne l'impossibilité de coordonner les politiques économiques au niveau européen. C'est le marché (libre et non faussé) qui s'en charge !

Dans le même temps, le budget de l'Ue est plafonné à 1,27 % du Pib européen jusqu'en 2006. Plus de 50 % de ce budget sert au financement de la Politique Agricole Commune. Les fonds structurels qui avaient facilité une intégration harmonieuse de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal à la Communauté Economique Européenne sont totalement insuffisants pour mettre l'intégration à l'Union européenne des 10 nouveaux pays membres.

La croissance et l'emploi

La seule véritable mission de la Bce est le maintien de la valeur de l'euro.

Cette situation est dramatique : alors que le chômage grimpe en flèche, la Bce ne s'en soucie pas. L'inflation est son unique obsession, même si ce danger n'a aucune réalité, aujourd'hui, dans l'Union européenne.

La Banque Centrale Européenne pourrait parfaitement intervenir pour faire baisser la valeur de l'euro par rapport au dollar. Cette baisse serait déterminante pour relancer l'économie en permettant aux exportations européennes de retrouver leur vigueur. Rappelons que la baisse de l'euro par rapport au dollar avait été l'un des facteurs clés de la croissance de l'économie de l'Union européenne entre 1997 et 2001. En 2000, un euro valait 0,80 dollar !

L'intervention de la Bce pourrait prendre deux formes. Soit une baisse des taux d'intérêt qui rendrait moins intéressante la détention d'euros. Soit l'achat de dollars sur le marché des changes. La deuxième méthode serait particulièrement efficace. Il s'agirait pour la Bce d'acheter du dollar en créant des euros. Les détenteurs d'euros se verraient alors menacés de voir fondre la valeur de leurs avoirs et aurait tendance à s'en débarrasser. La valeur de l'euro ne pourrait alors que diminuer.

Mais la Bce (respectant la mission qui lui est confiée par Maastricht et Amsterdam et que veut figer le projet de Constitution) n'intervient pas car ce n'est pas son rôle : elle doit, au contraire, préserver la valeur de l'euro. Dans ces conditions, la croissance de l'Union européenne stagne et le chômage ne peut que progresser.

La véritable fonction de l'euro Mais si aucune des promesses faites par ses promoteurs n'a été tenues : à quoi sert l'euro ? La réponse nous est donnée, avec régularité et obstination, par le président de la Bce, Jean-Claude Trichet lorsqu'il appelle à réaliser des « réformes structurelles », notamment pour adapter le système social au vieillissement de la population européenne (Le Monde du 14 janvier 2005).

Car la fonction de l'euro est avant tout une fonction sociale : en interdisant aux pays de l'Euroland de faire baisser la valeur de leur monnaie pour rester compétitifs, il ne leur reste plus qu'une solution : baisser le coût du travail. C'est ce que Trichet appelle les « réformes structurelles ». Ces réformes signifient en priorité la baisse du salaire indirect (cotisations patronales destinées à financer les retraites et les allocations chômage), stagnation du salaire direct, augmentation du temps de travail et de son intensité.

Cette fonction sociale s'exerce au détriment du salariat et au profit des détenteurs de capitaux et au profit des détenteurs de capitaux.

Le projet de Constitution européenne veut figer ce mode de fonctionnement, cette impossibilité de toute politique économique et monétaire. C'est l'une des raisons pour lesquelles, du point de vue du salariat européen, ce projet est situé du côté du problème, pas de la solution.

Jean-Jacques Chavigné